



**HAL**  
open science

## La "grande transformation" du Midi rouge ?

William Genieys

► **To cite this version:**

William Genieys. La "grande transformation" du Midi rouge ?. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 1998, 9 (1), pp.3-6. 10.3406/pole.1998.1008 . hal-01393603

**HAL Id: hal-01393603**

**<https://hal.science/hal-01393603>**

Submitted on 7 Nov 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Introduction : La “grande transformation” du Midi rouge ?

par William Genieys  
CEPEL

*Pôle Sud* N° 9 – novembre 1998 – p. 3 à 6

Dans une de ses premières livraisons, la revue *Pôle Sud* consacrait un numéro au thème : *Le midi du politique*. Dans un article prospectif, Paul Alliès, s'interrogeait sur la “banalisation politique” de cette région. L'ethnotype du “Midi rouge”, inscrit socialement depuis la résistance au coup-d'État de Louis Napoléon Bonaparte, la révolte viticole de 1907, la gauche triomphante (1936, 1946, 1965, 1974) semblent mis à mal par le changement économique et social survenu dans les années 80. La forte mobilité sociale, l'arrivée de néo-languedociens, la modification du paysage institutionnel, les lois de décentralisation, entraînent la dilution du particularisme politique du Languedoc. Dans un même sens, la sociologie du comportement électoral, notamment celle des élections régionales de 1986 et 1992 permettait d'augurer la fin de cette exception méridionale. Nos récentes analyses des élections du 15 mars 1998 sur “la nouvelle singularité politique régionale” nous incitent à être plus circonspect à ce propos.

Cependant, près de cent ans après la révolte de 1907, le monde de la viticulture en Languedoc-Roussillon, une des composantes essentielles du Midi rouge, a connu un bouleversement certain. Le présent numéro s'efforce de traiter des différents aspects de cette profonde transformation de la société locale. Les multiples questions liées

au changement social, économique et politique de ces trente dernières années autour de la filière viticole languedocienne seront abordées. Les approches, historique, économique et socio-politique développées ici, permettent un traitement pluridisciplinaire de cette problématique. Bien entendu, il ne s'agit pas de célébrer le changement mais plutôt de mettre à jours ses multiples composantes. Les questions sur la transformation des représentations de la filière viticole languedocienne, au sens large, doivent servir de *guideline* aux différentes contributions du présent numéro.

Par ailleurs inscrire nos réflexions dans la problématique de la “grande transformation”, c'est essayer de montrer, à l'instar de Karl Polanyi, comment les logiques d'action socio-politiques et économiques qui dominaient traditionnellement la viticulture se trouvent profondément remises en question. Ou plus précisément, en quoi l'extension voire le retournement des relations marchandes (au sens restreint du marché viticole) contribue à rendre plus explicite le processus de déstructuration/restructuration d'un système social local. Dans cette perspective, l'histoire moderne de la viticulture languedocienne peut se caractériser par deux grandes séquences. La première s'étend de la fin du XIX<sup>e</sup> aux années 1950-1970 et correspond à celle de la *transformation* de la filière

viticole. En effet, depuis la “crise du phylloxéra”, la viticulture se structure dans un rapport particulier à l’État. Ce dernier devient le garant du marché viticole. L’État français participe à l’organisation de la profession en créant le “statut du viticulteur”. La seconde séquence, débute avec les années 70, et coïncide avec l’introduction progressive et non sans mal dans le secteur des idées néolibérales. Le recul de l’État, l’affirmation des politiques européennes et l’émergence de l’institution régionale contribuent à la transformation de la conception même du marché viticole. De même, les représentations sociales du monde de la viticulture semblent remises en question. À la trilogie traditionnelle “le viticulteur, le vin, le Midi” succède celle “des vignerons, des vins, des terroirs”. Partant de là, on peut avancer l’hypothèse selon laquelle, le retournement des logiques sociales et politiques qui gouvernent la filière viti-vinicole constitue l’indicateur d’une “*little great transformation*” au sens de Polanyi. Dès lors, le questionnement suivant sera développé : comment est-on passé d’une économie viticole fortement dépendante des politiques de l’État français (statut du viticulteur, protection du marché national) à une viticulture régionale acceptant le tournant néolibéral européen ? De façon plus générale, il faudra s’interroger sur les mécanismes socio-politiques qui font que les acteurs de la viticulture s’affirment (ou ne s’affirment pas) dans le processus de globalisation de la viticulture ?

Ce canevas analytique général doit permettre aux différents auteurs de confronter l’hypothèse de la grande transformation du midi viticole à leur recherche de terrain tout en essayant d’en montrer les limites et les contradictions. Dans ce cadre-là, certaines

contributions soulignent les aléas et les forces d’inertie de la tradition viticole face à la dynamique de modernisation. D’autres chercheurs insistent sur les limites du tropisme qui tend à considérer les régions d’Europe comme des lieux où “il faut que tout change pour que rien ne change”. Notre première contribution sur le retournement du midi viticole s’inscrit dans cette ligne directrice. À partir d’une analyse de l’action de deux figures modernisatrices, il convient d’insister sur le fait que l’idée d’un vin de qualité a une inscription historique précoce. Cependant, sa mise en œuvre concrète est fortement dépendante de la conjoncture de crise qui affecte la filière viticole languedocienne. Une approche *par le bas* de la traduction de cette politique atteste d’un processus de territorialisation fortement différencié au niveau départemental. En effet, alors que l’Aude connaît une modernisation de l’intérieur portée par des institutions sectorielles centrales (Chambre d’Agriculture, Fédération des Caves Coopératives), dans l’Hérault c’est “par la bande” que le processus de modernisation qualitative s’instaure (SAFER, Coteaux du Languedoc). Dans un même sens et à partir d’un matériel nouveau, les chercheurs de l’INRA, Jean-Philippe Laporte et Jean-Marc Touzard, s’interrogent sur la dimension économique de cette “grande transformation”. La démonstration s’effectue à partir d’une analyse fine des structures de production. En se situant dans le cadre de *la théorie de la régulation*, ils montrent que la nature et l’ampleur des évolutions récentes de la production viticole en Languedoc-Roussillon, de son vignoble, de ses entreprises, constituent des signes tangibles d’un profond changement. Dans la contribution suivante, Patrice Mann donne un éclairage socio-his-

## *La "grande transformation" du Midi rouge ?*

torique important sur les contingences entre la transformation économique et les mobilisations viticoles. La redéfinition de l'ancrage du cadre cognitif des crises viticoles du début du siècle est abordée dans toute sa complexité. Ce sociologue montre qu'un même phénomène, la mévente des vins, et la chute des cours qui lui est associée, est perçu de façon très différente par les viticulteurs contestataires en 1907 et 1930. Il montre ainsi comment le discours sur la fraude est progressivement délaissé par ces derniers au profit de la réappropriation d'un discours économique. Le rôle de traduction des experts, et sa diffusion via des réseaux sociaux, est central pour comprendre le changement des représentations sur lesquelles se fonde la mobilisation viticole. Dans une perspective de longue durée, l'historienne Geneviève Gavignaud-Fontaine s'attache à décrire l'extinction de la "viticulture pour tous" en Languedoc. Ici, l'histoire sociale des viticulteurs montre comment la monoculture du vin de masse est mise à mal par la pression nationale depuis 1945 et européenne après 1970. L'auteur impute l'effondrement de l'univers social languedocien à la réorientation du négoce qui, dans un premier temps, pour des raisons conjoncturelle, s'investit plus dans le vin du Midi et, dans un second temps, impose la production de qualité. Pour sa part, Jean-Philippe Martin, spécialiste du syndicalisme, analyse le changement qui affecte les formes de la représentation viticole. Il montre ainsi que l'autonomie des syndicats de viticulteurs par rapport au syndicalisme agricole national évolue. En effet, si formellement les institutions sont encore aujourd'hui différenciées, on assiste depuis 1976 à une modération du discours et des pratiques qui en faisaient la

singularité. L'acceptation des lois du marché et la reconversion qualitative entraînent l'émergence de nouvelles pratiques syndicales où dominant la négociation et la concertation. En se plaçant sur le terrain de la science politique, Olivier Dedieu s'attache dans son article à analyser la figure historique "d'un "député du Vin" : Raoul Bayou". À partir d'une description "épaisse" de sa trajectoire politique, l'auteur montre comment cet élu socialiste devient à un moment donné, lors de l'avènement de la V<sup>e</sup> République, le représentant politique légitime de la filière viticole dans l'Hérault. Il souligne aussi que le changement social touchant la viticulture conduit à une transformation du rôle de député du vin. La contribution de Yuna Chiffolleau porte sur l'étude des effets de "la révolution qualité" au sein du milieu coopératif Languedocien. Le choix d'une grosse coopérative viti-vinicole du Biterrois s'avère judicieux pour rendre compte des effets du changement sur la dynamique même de l'organisation. Les premiers résultats de son enquête de terrain montrent qu'on assiste à d'importantes modifications des relations entre viticulteurs, notamment avec l'atomisation du groupe. De plus, la dynamique collective propre à la coopérative semble souffrir d'une distanciation entre le coopérateur et l'institution. Enfin, la contribution d'Andy Smith aborde la question du rôle de la contrainte externe dans le processus de grande transformation du Midi viticole. Partant du constat empirique selon lequel les normes communautaires sont endogènes aux acteurs locaux, il critique les analyses qui les réifient. Il montre justement que les politiques européennes sont peu contraignantes et donc satisfaisantes. Paradoxalement, quand ces politiques sont

## *Pôle Sud N° 9*

réussies, elles sont invisibles au niveau local. De fait, c'est à travers la prise en compte de la représentation des intérêts multiniveaux que l'on doit essayer de comprendre l'action concrète en matière viticole de l'Union européenne.

Je me permets de conclure la présentation de ce numéro thématique en insistant sur le fait que les différents auteurs du présent numéro ont accepté chacun à leur façon de discuter la problématique de la grande trans-

formation du Midi viticole. La vision d'ensemble de nos réflexions montre que loin des querelles disciplinaires, la mobilisation de ces différentes démarches analytiques permet de faire avancer la recherche. Pour finir, je rappelle que les recherches empiriques menées par Andy Smith et moi-même l'ont été dans le cadre d'un programme PACREGIO de recherche financé par la Commission européenne et dirigé par Daniel Perraud (INRA/Grenoble). Qu'ils soient ici remerciés pour leur collaboration.

